

d'une transformation progressive de la société capitaliste par l'accumulation de réformes et par la conquête d'une majorité électorale dans un Parlement désaffecté.

7) Dans l'impasse des PC staliniens, dont l'action menait d'avantage à l'usure des luttes qu'à celle du pouvoir et dont la pelote électorale se défaisait à peine roulée, certains intellectuels et militants virent le résultat d'un retard accumulé du marxisme. Encouragés par les premières fissures des PC après 1956 en Europe, par la radicalisation de certains courants chrétiens confrontés à la révolution coloniale et par la croissance de couches intellectuelles et techniciennes révoltées par la gestion chaotique du capital, ces militants se proposèrent une mise à jour du marxisme désignée par le terme significatif de réformisme révolutionnaire.

Les diverses variantes de ce courant de révision ont en commun quelques constatations apparemment de bon sens :

— l'intervention accrue de l'Etat permet au capitalisme contemporain de surmonter ses contradictions les plus explosives.

— la socialisation progressive de la production conduit naturellement au socialisme

— la classe ouvrière dont le niveau de vie s'est élevé à la faveur du boom économique de l'après-guerre n'est plus acculée à la révolte violente pour la satisfaction de besoins élémentaires.

Pourtant, l'intervention de l'Etat, par le plan, le secteur nationalisé, le budget et les crédits, n'est une soupape de sûreté aux luttes de classe que dans la mesure où elle rencontre la résignation et la passivité du mouvement ouvrier. Pourtant, la division accrue du travail qui rend les travailleurs de plus en plus dépendants les uns des autres ne fait qu'illustrer le mûrissement des conditions objectives du socialisme, elle n'empêche pas qu'il faudra encore passer sur le corps de l'Etat bourgeois pour libérer le développement des forces productives prisonnières du Capital. Pourtant, l'élévation du niveau de vie des travailleurs n'est un obstacle à la révolution qu'aux yeux d'un marxiste vulgaire qui vit dans la misère biologique absolue et non dans le principe même de l'exploitation capitaliste, le ressort de la révolution ; alors que les grandes grèves belges de 60 et 61 et bien d'autres exemples montrent que ce sont souvent les ouvriers les mieux payés qui gardent le plus haut niveau de conscience et qui, plus lents à entrer en lutte parfois, sont les plus opiniâtres et les plus tenaces une fois ébranlés. Toutes ces objections élémentaires sont ignorées allégrement par le néo-réformisme qui avance au contraire une série de thèses dont le livre d'A. Gorz, « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme » donne un bon exemple :

— « le refus de la société a perdu dans les pays capitalistes avancés sa base naturelle ».

— « l'intolérabilité du système n'est plus absolue mais relative ».

— « la prise de pouvoir insurrectionnelle est hors de question ».

Mais s'il n'y a plus de « base naturelle » à la révolte ouvrière, pourquoi diable

chercherait-on encore à construire le socialisme ? La réponse de l'intellectuel de gauche pétri de cybernétique et de structuralisme, fuse : parce que le capitalisme, même viable, demeure irrationnel, encombré de contradictions que le modèle socialiste abolit conformément aux exigences de la raison. Si les fondements de la révolution socialiste ne résident plus dans les contradictions du capitalisme lui-même, mais dans les mérites comparés de modèles économiques pesés sur la balance de la raison, alors le vieil idéalisme triomphe. C'est déjà cette liquidation du marxisme que Rosa Luxembourg reprochait à Bernstein au début de ce siècle :

« Ce que nous obtenons, c'est une motivation du programme socialiste un moyen de la connaissance pure, c'est-à-dire en langage plus simple, une motivation idéaliste, tandis que la nécessité objective du socialisme, c'est-à-dire l'explication du socialisme par toute la marche du développement matériel, tombe ».

Ce raisonnement présentait pour les réformistes d'antan l'avantage de servir d'alibi à leurs capitulations. Pour les réformistes modernes il présente l'avantage supplémentaire d'impliquer l'abolition du stalinisme dont ils sont souvent issus. Si les directions ouvrières ont échoué jusqu'à présent, les conditions objectives en sont responsables, et leur seule faute, c'est de n'avoir pas su broser un tableau assez

alléchant du socialisme futur. Pour raviver les couleurs de ce tableau, il suffit de combler le « retard théorique » accumulé et les intellectuels de gauche mieux que quiconque se considèrent habilités à cette course poursuite idéologique. Ainsi affleure le contenu de classe du néo-réformisme.

Ses développements stratégiques le feront émerger !

8) Avant 1968, dans la mesure où les notions de crise révolutionnaire et d'insurrection étaient étrangères à leurs perspectives, les réformistes misaient tout sur les syndicats en insistant sur leur autonomie par rapport au parti, et non leur indépendance vis-à-vis de l'Etat. Les syndicats devenaient à leurs yeux, « les organes privilégiés de la prise progressive du pouvoir » ; il s'agissait de « conquérir dès à présent des pouvoirs qui préparent le prolétariat à la direction de la société ». Et, ajoutait Gorz, « s'il est question de stratégie syndicale beaucoup plus que de stratégie politique, c'est que le syndicat beaucoup plus que le parti est le catalyseur et le lieu d'élaboration de la conscience de classe dans la société néo-capitaliste ». Il s'agissait donc de conquérir grâce à lui « des pouvoirs partiels autonomes », pour montrer le socialisme comme « une réalité déjà à l'oeuvre travaillant le capitalisme du dedans, (...) la seule manière d'attaquer le pouvoir de classe du patronat et de l'Etat étant d'arracher une partielle charnière de son pouvoir à chaque patron, l'Etat y compris ».

« Les syndicats, les réformes sociales, et la démocratisation politique de l'Etat, tels sont les moyens de la réalisation progressive du socialisme », c'est en ces termes que R. Luxembourg résumait en son temps les idées de Bernstein, père théorique du réformisme.

Dans cette stratégie syndicale des années 60, on parlait d'*objectifs intermédiaires* à ne pas confondre avec les *mots d'ordre de transition*. Les mots d'ordre transitoires sont un système de mobilisation qui a pour but l'élévation du niveau de conscience et du degré d'organisation de la classe en vue de l'affrontement décisif. Dans le cas des objectifs intermédiaires, il s'agit bel et bien d'arracher et de faire fonctionner les parcelles de pouvoir socialiste au dedans de la société capitaliste. L'exercice effectif de ce pouvoir parcellaire ayant pour fonction de faire apparaître le prolétariat comme candidat au pouvoir et non comme simple destructeur de l'ordre établi, en démontrant aux couches moyennes ses capacités gestionnaires.

Et quand certains porte-parole de ce courant lançaient l'idée de « syndicaliser la politique », ils renonçaient en fait à la lutte pour le pouvoir politique et acceptaient un pouvoir syndical au niveau de l'entreprise qui pouvait, la confusion aidant, prendre la forme de la participation. Le rappel de ces positions n'a pas un simple intérêt documentaire. Il suffit de consulter aujourd'hui encore certains documents de la CFDT pour voir comment elles expriment une idéologie éclectique vivace qui cherche à s'émanciper du stalinisme sans oser l'affronter de face.

Dans cette stratégie gradualiste, la conquête du pouvoir central, n'est qu'un simple moment, une péripétie, et non la plus décisive, la somme des pouvoirs locaux. La construction d'un parti léniniste devient en conséquence superflue ; un « parti de type nouveau » qui élabore, suggère, coordonne des équipes de théoriciens, suffit puisqu'aussi bien il ne s'agit d'aiguiser les instruments d'une lutte de classes implacable, mais de baliser la voie de la marche triomphale de la raison.

9) Après Mai 68 et la crise Tchécoslovaque, ceux-là même souvent qui magnifiaient les syndicats, ont tourné casaque et n'y voient plus qu'une forme d'embrigadement et d'étouffement de l'initiative ouvrière, un appendice des partis réformistes dans la classe. De même qu'hier, ignorant la double nature de la bureaucratie syndicale, ils ne voulaient voir que les beautés du syndicalisme fermant les yeux sur la bureaucratie, de même aujourd'hui, ils ne veulent voir le syndicat que comme un carcan artificiellement imposé du dehors à la classe et nient toute fonction au syndicat, refusent de comprendre que la force de la bureaucratie réside en ce qu'elle est un résultat particulier des conditions de la lutte de classe prolétarienne.

De même encore qu'hier, il fallait, selon certains, déplacer le centre de gravité des luttes du terrain politique au terrain syndical, de même aujourd'hui le centre de